

*La situation économique*

nement qui était responsable des difficultés qu'ont connues à cette époque les producteurs de lait du Québec.

Je n'ai pas vu un libéral du Québec avoir le courage de rappeler aux Québécois que ce n'était quand même pas M. Bourassa qui était responsable de cela, mais bien ce gouvernement qui est revenu au pouvoir, pour un certain temps je l'espère. Et ensuite, on s'est plaint d'avoir un gouvernement péquiste à Québec. Les mesures, l'attitude, le refus de ce premier ministre, de ces ministres, une dizaine du Québec, cela me fait honte souvent et j'ai pitié d'eux de temps en temps. Bien sûr, on dira: Il y en a un sur 74 qui n'a pas la même idée. On ne partage sûrement pas la même idée, monsieur le président. Des milliers de Québécois pensent comme moi ce soir, ils aimeraient le dire ici. Pas beaucoup de députés du Québec vont se plaindre de cette mauvaise administration et de cette faillite incroyable, de cette confrontation, de cette objection malveillante vis-à-vis du premier ministre. Et je dois le répéter, ce n'est pas depuis 1976 qu'on condamne le Québec et qu'on refuse au Québec, cela s'applique à l'Alberta et à combien d'autres provinces également.

C'est la politique de confrontation, diviser pour régner et oublier que dans ce temps on mettait de côté l'essentiel dans un pays qui veut développer la réalisation d'un climat incitatif, favorable à l'investissement. On n'a pas à se demander ce qui se passe quand ces gouvernements provinciaux ne sont jamais capables de trouver un terrain d'entente avec ce premier ministre, quand ce gouvernement prend des décisions unilatérales à l'encontre de l'intérêt des provinces, décisions fédérales dont les conséquences sont directes pour les provinces. Comment peut-on réussir à créer un climat favorable à l'investissement? Cela ne se règle pas simplement par des taux d'intérêt, et si on avait eu un climat favorable à l'investissement, peut-être que nous serions en mesure de répondre par des crédits d'impôt, une aide substantielle directe à ces petits salariés qui aujourd'hui ne sont pas capables de tolérer les coûts auxquels ils vont faire face durant les prochains mois. Comment voulez-vous, monsieur le président, le gouvernement fait preuve d'une absence de clairvoyance dans des domaines aussi importants que l'industrie automobile, par l'absence d'une recherche poussée vis-à-vis l'industrie qui aujourd'hui doit renvoyer des milliers de travailleurs en chômage.

Est-ce que ces Canadiens peuvent continuer à avoir confiance dans le gouvernement? Et on dira que ça dépend encore des États-Unis! Monsieur le président, il y a une faute grave, et ça ne dépend pas toujours des voisins, et encore là je ne réfute pas l'argument à l'effet qu'il est difficile de se débarrasser de l'influence de nos voisins. Nous aurions pu, avec une bonne gestion, être en mesure financièrement d'aider ceux qui méritent d'être aidés. Qu'on ne parle pas de pensions de sécurité de la vieillesse quand ça fait 40 ans qu'on a droit à cette pension. C'est là qu'est le problème.

Aujourd'hui on soulève des questions importantes et on doit blâmer le gouvernement. Je veux dire que c'est le résultat d'une absence de politique logique, de politique qui aurait pu répondre aux aspirations des Canadiens, et c'est une faillite, et les Canadiens doivent se réveiller là-dessus et se rendre compte

que le gouvernement, par des mesures nettement artificielles, ne pourra pas régler ce problème.

Au Québec, des gens s'inquiètent aussi; il faut que je parle de ma province. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources en a parlé tantôt; on en a parlé du côté fédéral, bien sûr, on a entendu le ministre d'État (Finances) (M. Bussières), je pense, et il y aura peut-être beaucoup de députés du Québec qui prendront la parole, je ne le sais pas, probablement. Ils doivent avoir dans leurs circonscriptions, eux aussi, des gens qui s'inquiètent. Mais je me souviens qu'en décembre dernier, il y a un an, on se posait des questions au Québec. Je me souviens qu'en février on a envoyé 74 députés du Québec à Ottawa, 68 p. 100 des Québécois bien contents de cette vaillante équipe, ça fait un an, et on attend encore des décisions.

Les Québécois s'inquiètent, non seulement des taux d'intérêt mais de certains projets qui doivent se réaliser. Cela aurait pu créer des emplois, monsieur le président. On s'inquiète de Gros-Cacouna, par exemple. Peu de députés en parlent en face de moi. Mes amis du Québec n'en parlent pas souvent. On s'inquiète du règlement relativement à l'usine Laprade, règlement de 200 millions de dollars qui ne sont tout de même pas payés encore. On s'inquiète de la déconfiture de Mirabel, où le ministre des Transports (M. Pepin), et je pense aussi à la décision de revendre la Nordair à l'entreprise privée, a fait preuve d'une faiblesse inouïe, les députés libéraux d'en face me font certaines confidences chaque jour en me disant et en m'invitant à botter le derrière de ce ministre parce qu'il n'a pas le courage de se lever et qui est assommant depuis qu'il est bien assis sur son rapport Pepin-Robarts. On s'inquiète également du retard qui a été annoncé pour la construction de la tour pour la Banque fédérale de développement. On s'inquiète de la chicane qui se poursuit actuellement et qui se prépare sur le sommet économique de Montréal pour le futur économique de Montréal.

Peut-être que c'est bon de rappeler aux Québécois qu'avec 22 libéraux à Montréal, un premier ministre, quelques ministres et quelques députés, 22 sur 22, Montréal a réalisé quelque chose de fantastique ces 13 dernières années: elle a perdu le titre de métropole. C'est cela le doctorat que je peux offrir ce soir à ces gens. Le ministre des Postes (M. Ouellet) va me traiter d'insignifiant parce qu'on a le courage de dire les choses qui doivent être dites, monsieur le président. J'ai l'impression que vous voulez me dire que mon temps est écoulé. Je m'arrête tout de suite en rappelant à nos amis du Québec également, au lieu de critiquer notre crédit d'impôt sur hypothèque, parce qu'on n'avait pas inclus les locataires, mais que la bonne nouvelle que les Québécois ont eu hier, c'est que le ministre a déclaré qu'il retardait de deux ans l'allocation au logement, non seulement ils ont battu un budget qui pouvait aider le petit propriétaire, et par les temps qui courent cela est très important, mais les locataires devront attendre encore une promesse de ce gouvernement. Voilà pourquoi, monsieur le président, les Canadiens s'inquiètent, et la preuve est faite que le gouvernement ne jouit plus de la confiance des Canadiens pour diriger ce pays.